

# COMPTE-RENDU DU « DEBAT NATIONAL » DU SAMEDI 13 DECEMBRE 2003. QUESTIONS 1 ET 6

Quelles sont les valeurs de l'Ecole Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ?

Après une évocation des thèmes abordés lors de la demi-journée précédente (autorité, droits et devoirs, respect, décence, « mode jeune »), l'état des lieux est réalisé, qui rappelle les mots-clé impliqués par la question et les sous-questions qui en découlent dans les documents qui accompagnent le sujet.

Les questions sont ensuite étudiées l'une après l'autre en fonction de l'intérêt qu'elles suscitent :

1. *Jusqu'où peut-on accepter les expressions de la mode et de la culture « jeune » dans l'enceinte scolaire ?*

On commence par rappeler ce que le collège Charlemagne tolère actuellement. Il s'avère que le règlement intérieur exige une tenue correcte, n'interdisant donc rien en particulier.

Deux problèmes distincts sont abordés : la décence d'une part (tenues vestimentaires en accord avec la mode et pouvant déranger les adultes spectateurs : string, baggy laissant voir le caleçon, décolletés exagérés, T-shirts laissant voir le nombril, tenues moulantes) ; l'idéologie véhiculée par certaines tenues vestimentaires d'autre part. En effet le collège Charlemagne est fréquenté par des adolescents parfois « imprégnés » de racisme (voire pire : idéologie néo-nazie prégnante dans les Vosges). Ces idées sont souvent relayées par la tenue paramilitaire « de rigueur » : rangers, bombers, treillis, (crâne rasé...).

Il est dit qu'il faut impérativement différencier ces deux problèmes, l'un et l'autre ne se plaçant pas sur le même plan.

Au sujet de la tenue décente, de nombreuses remarques sont exprimées :

- On remarque que la « tenue correcte » est justement fort subjective, et donc qu'une limite est difficile à établir. Or, il n'est pas oublié que l'essentiel est que l'ensemble du personnel de l'établissement puisse faire preuve d'exigences communes : il faut donc à chaque intervenant adulte un texte de référence précis (le règlement intérieur), sur lequel s'appuyer.
- Un enseignant fait remarquer que la commission Stasi a justement préféré le terme « ostensible » au terme « visible » (en ce qui concerne les signes religieux et la laïcité en général), en raison du fait que l'appréciation doit être laissée aux enseignants. Or c'est justement là que réside toute la difficulté.
- Un parent fait remarquer que la tenue (dans le cas de la décence) est aussi une mesure de provocation de la part de l'adolescent, ainsi que l'expression de son appartenance à un groupe.
- Des enseignants précisent alors que l'école n'est pas le lieu d'expression d'idées ou d'appartenance à un groupe. Au contraire il doit être le lieu où on se construit en référence à une culture commune (groupe) mais aussi en tant qu'individu, le lieu où on apprend à être différent.
- La taille de l'établissement semble augmenter les risques de dérapage.

Au sujet de la tenue porteuse d'idéologies non acceptables (laïcité, religieuse mais aussi politique, de l'établissement scolaire) :

- Plusieurs enseignants font part de la difficulté à réagir face à ce problème. En effet, la tenue paramilitaire peut être le signe extérieur d'une idéologie raciste ou fasciste, mais elle a également été un phénomène de mode. Par ailleurs, sans doute quelques adolescents adoptent-ils cette tenue sans avoir réellement conscience de ce qu'elle peut signifier. Refuser un élève habillé d'une telle façon, en fonction d'un soupçon, relèverait donc du procès d'intention.
- On remarque que, en admettant qu'on sache qui « est raciste, fasciste », et qui ne l'est pas, il serait injuste d'exclure un élève et pas un autre, alors qu'ils portent exactement la même tenue = inégalité de traitement.
- Pour éviter toute inégalité de traitement, il faut donc là encore un texte clair sur lequel s'appuyer.

Plusieurs solutions sont proposées :

- Il faut que les limites soient clairement établies entre l'établissement scolaire et l'extérieur : l'adolescent peut s'habiller comme il l'entend en dehors du collège, mais une tenue correcte est de rigueur au sein de l'établissement. Ici réside à la fois le rôle de l'équipe éducative et des parents, qui doivent intervenir pour expliquer les règles et les risques associés à un comportement ou à une tenue à leurs enfants. Les enseignants comme les parents remarquent que ces limites sont immédiatement acceptées par les adolescents dès qu'il s'agit du monde du travail. Dans ce domaine, les exigences de tenue correcte ne leur paraissent jamais infondées.
  - On estime que le discours concernant la tenue doit être cohérent à tout moment de la journée (à chaque heure de cours), et que pour cela le règlement doit fixer précisément des limites, voire des interdictions.
  - Un enseignant propose d'inscrire dans le règlement intérieur une phrase impliquant clairement les parents dans les choix vestimentaires des enfants dans l'école et en précisant : « On interviendra en fonction des problèmes que la tenue pourrait poser. » Les parents doivent être prévenus dès qu'un problème est constaté (carnet de correspondance). Les parents présents appuient cette proposition.
2. Les derniers constats ayant amené la question de la liberté individuelle (*Comment concilier autorité de l'institution et liberté individuelle à l'Ecole ?*), il est rappelé qu'en bien des cas on n'est pas libre de la tenue qu'on porte, en raison de l'existence sociale que nous menons. Ceci est vrai pour le lieu de travail mais aussi pour l'Ecole. On ajoute que les adolescents bien souvent provoquent car ils sont en demande de limites, ils ont besoin d'être recadrés pour se construire, et ne sentent pas nécessairement brimés pour autant. Demander le respect de l'institution n'est donc pas nier toute individualité. Là encore, le rôle des parents doit être réaffirmé.
  3. *Est-il légitime, ou au contraire inacceptable, que l'Ecole, dans le but de préserver l'ordre et la paix scolaires, affecte des élèves dans certains établissements en fonction de leur appartenance religieuse ou ethnique ?* La réponse est unanime : il est inacceptable d'envisager une telle chose, car là n'est pas le rôle de l'Ecole, au contraire.

4. *L'Ecole doit-elle défendre à tout prix la mixité ou bien faut-il, pour protéger ou au nom de l'efficacité du travail éducatif, consentir à séparer filles et garçons dans leur scolarisation ?*

Là encore, la réponse est unanime : quelles que soient les raisons données pour un abandon de la mixité, elles semblent inacceptables. Le danger serait de revenir à une éducation différente en fonction du sexe, ce qui annulerait les années d'effort pour un semblant d'égalité de traitement. Or, un parent fait remarquer qu'aujourd'hui encore, rien n'est fait pour pousser les filles dans les carrières scientifiques. Au contraire, la pression sociale est telle qu'elles se dirigent bien souvent ailleurs. A cette occasion, il est demandé aux enseignants de faire attention à ne pas en ajouter dans ce sens.

La raison donnée de l'efficacité du travail éducatif, basée sans doute sur une étude tendant à montrer que garçons et filles n'ont pas les mêmes capacités pour aborder les notions au même âge, et qu'en outre des pédagogies différentes devraient leur être dispensées, est rejetée comme insuffisante. En effet, ces différences existent entre chaque individu, et non pas seulement entre groupe-fille et groupe-garçon.

La raison donnée de la protection d'un groupe (sans doute les filles), est rejetée elle aussi. En effet, il est dit que ce problème n'est pas du ressort de l'Ecole, mais qu'il est à régler par la société elle-même. L'Ecole n'est pas là pour créer et imposer des règles de vie sociale qui seraient ensuite reproduites à l'extérieur de l'Ecole, mais bien pour faire respecter en son sein (et pour les inculquer) des règles déjà établies et reconnues par la société.

En résumé, il est unanimement répondu que la mixité doit être préservée.

## QUESTION N° 6

Comment l'Ecole doit-elle s'adapter à la diversité des élèves ?

Après l'état des lieux et le rappel des différents structures existant actuellement pour répondre à cette diversité, on évoque les IDD :

1. *Les Itinéraires de Découverte répondent-ils à leur vocation de satisfaire à la diversité des goûts et des talents ?*
- On cherche d'abord à savoir si ces IDD, dans le collège Charlemagne, se révèlent satisfaisants. Dans la mesure où, pour des problèmes d'organisation dus à la taille du collège, les élèves ne peuvent en aucun cas choisir le sujet de l'IDD auquel ils participeront, les IDD ne répondent pas

à cette vocation. En revanche, il est précisé qu'ils sont positifs pour certains élèves en difficulté, qui y ont fait preuve de confiance en eux et de curiosité. Pourtant, les grandes difficultés ne sont pas pour autant résolues, ni le manque d'intérêt pour l'Ecole.

- Un enseignant rappelle que le collège doit être aussi un lieu de découvertes et d'ouverture, et fait remarquer que cela va en une certaine manière à l'encontre de « laisser le choix ». On se demande si l'Ecole a vraiment pour vocation de « satisfaire à la diversité des goûts et des talents » : ceci n'est-il pas plutôt le lieu des activités extra-scolaires ?
- Un parent fait remarquer que, quand on constate que beaucoup d'enfants ne savent « ni lire, ni écrire, ni compter », il est sans doute un peu présomptueux et déplacé de vouloir faire autre chose. La question des fondamentaux est donc abordée, et certains enseignants font part de leur inquiétude face à la diminution des horaires dans les matières, sinon fondamentales, du moins de base et incontournables : français, maths, histoire et géographie. On remarque que si l'apprentissage d'une langue étrangère est une nécessaire ouverture vers l'extérieur, l'obligation d'une seconde langue paraît, au moins pour les élèves en difficulté, quelque peu inutile. On remarque également que la présence de l'art plastique et de la musique sont déjà la prise en compte de la diversité des talents, et permet à cette diversité de se faire jour. En cela, ces deux matières sont considérées comme indispensables, et on le rappelle. Il ne semble pas admissible qu'on puisse demander aux élèves de choisir, dès l'entrée au collège, entre les deux.
- Acquisition des fondamentaux : le constat sur le résultat de la transdisciplinarité, au moins dans les classes primaires, ne semble pas bénéfique bien qu'un enseignant de ces classes soit d'un avis différent.

## 2. *Retour au problème de départ, celui de l'hétérogénéité des classes de collège.*

- Cette hétérogénéité est multiple : niveau (capacités), intérêts, maturité. Pour la gérer, le « collège unique » pose problème.
- On déplore que les SEGPA et autres dispositifs ou filières soient si peu nombreux, et surtout qu'ils conservent une image si négative à la fois auprès des élèves et des parents. Ces dispositifs et filières ne doivent plus être dévalorisés, ne doivent plus être considérés comme un échec et l'affectation dans ces classes ne doit plus relevé d'un choix des familles.
- On remarque que l'alternance peut être une solution pour la redécouverte de l'utilité de l'Ecole, qu'il est regrettable que les 4eT aient disparu du public alors qu'elles permettaient justement de valoriser les élèves et de les envoyer vers des filières professionnelles.
- On remarque encore qu'entre la SEGPA (seule alternative proposée au collège unique alors qu'un grand nombre d'élèves semble ne pas y trouver sa place) et le collège unique, il existe un fossé qu'il serait important de combler, soit en multipliant les SEGPA, soit en créant des intermédiaires. Il est alors dit que l'essentiel est de toujours ménager des passerelles entre les différentes filières, afin qu'aucune ne soit considérée comme la moindre, qu'aucune ne soit dévalorisée. On prend exemple sur la première d'adaptation qui permet d'accéder au bac professionnel. Ce dispositif a en effet permis à de nombreux élèves de poursuivre leur cursus scolaire après avoir repris goût à l'Ecole, lui avoir trouvé un intérêt.
- En outre, on constate qu'il reste malgré tout des élèves dont les capacités s'avèrent trop limitées. En effet, il est rappelé que des connaissances de plus en plus grandes sont demandées, même pour les métiers les moins « qualifiés ». On remarque donc à nouveau que l'Ecole est confrontée à un problème de société global, qui exclut, par son fonctionnement, ces 20% pas même pris en compte par la volonté d'amener la majorité d'une classe d'âge au baccalauréat. On évoque tous les petits métiers aujourd'hui disparus et qui permettaient à chacun de trouver sa place (et son salaire) dans la société. On se demande comment l'Ecole peut trouver à elle seule une place pour ceux-là...
- Il semble donc que les participants aient été confrontés à des impossibles. Toutefois, des solutions ont été proposées : augmenter le nombre de classes « parallèles » (SEGPA) quitte à prévoir des passerelles entre celles-ci et le collège unique, développer le système d'alternance, revaloriser les filières professionnelles (ce qui ne peut être fait par le collège lui-même, mais aussi, encore une fois, par l'ensemble de la société : il a été question par exemple des salaires qui vont de paire avec certaines qualifications).
- Le dispositif de 4° Aide et Soutien propose le travail en petit groupe en Français et en mathématiques, mais dans le cadre de l'horaire normal, il serait souhaitable d'y ajouter quelques heures destinées à combler les lacunes accumulées au cours des années antérieures.
- Les dispositifs destinés aux enfants primo-arrivants sont peu nombreux et sont en place dans les grandes villes, rien n'est mis en place en milieu rural.

- L'orientation des élèves en CAP et BEP laisse apparaître des inégalités entre les régions et départements. Les élèves devraient pouvoir bénéficier des mêmes conditions d'accès aux enseignements professionnels.
- « 80% d'une classe d'âge au bac » semble une utopie. Le collège unique ne semble plus adapté à la diversité des élèves. Des structures de remise à niveau sont nécessaires avant même la classe de quatrième.

### Question 17 : Comment améliorer la qualité de vie des élèves ?

Première constatation de la part des parents d'élèves : la catastrophe des rythmes scolaires. Surtout en cette période hivernale les enfants sont fatigués. Leurs journées sont très lourdes avec parfois 8 heures de cours.

Proposition de la part de tous : Réaménager le temps scolaire sur la semaine en allongeant la semaine de travail sur le mercredi et le samedi. OU Réaménager le temps scolaire sur l'année : moins de grandes vacances, allonger le temps de vacances à trois semaines à Noël.

Questions posées :

Est-il utile de maintenir les zones de vacances scolaires ? La priorité doit être l'enfant et non le marchandising hôtelier.

Ne pourrait-on pas suivre l'avis des chrono biologistes qui constatent la fatigue du début d'après-midi et donc éviter les cours à ces heures ?

Constat : c'est une mesure difficile à appliquer.

Autre constatation de la part de certaines personnes : le rythme est vécu différemment par les élèves selon s'ils vivent dans un milieu urbain ou dans un milieu campagnard car à la campagne ils doivent souvent se lever plus tôt et revenir plus tard à la maison en raison des transports scolaires. Cependant vivre en milieu urbain peut également être stressant et le rythme peut être plus soutenu.

Est soulevée aussi la question de la surcharge de devoirs le soir qui oblige les enfants à parfois se coucher tard au détriment de leur forme.

Solution proposée : réinstaurer les études dirigées. MAIS qui les encadrerait ?

Constat : manque de personnel, de moyens pour les encadrer.

Autre solution : aménager un foyer plus grand au nombre de place non limité qui soulagerait les permanences et permettrait aux élèves voulant travailler en permanence de pouvoir le faire dans de bonnes conditions. Ce foyer pourrait de plus être un espace de paroles salutaire pour les élèves. En effet on constate que les élèves cherchent à quitter le collège dès qu'ils ont une heure de libre car ils ne trouvent pas d'attrait à y rester et de lieu offert. De même est déplorée la taille trop petite du CDI qui ne permet pas d'accueillir plus d'élèves surtout depuis la mise en œuvre des IDD.

Il faut donc inventer des structures encadrantes avec aussi des intervenants extérieurs. Pourquoi ne pas se mettre en relation avec des associations qui pourraient jouer également un rôle dans l'école ?

Le problème est d'autant plus d'actualité que les clubs, en raison des nombreuses reprises de cours à 13 heures, ont pour la plupart disparu.

Est ensuite abordé le problème de la taille des établissements.

Question : Qu'est-ce qu'un établissement à taille humaine ?

Solution proposée : rééquilibrer le flux d'élèves sur plusieurs établissements.

Possibilité d'envoyer les 3<sup>ème</sup> au lycée ? OU serait-il envisageable que les 3<sup>ème</sup> prennent en charge les 6<sup>ème</sup> sous une forme de tutorat ?

Intervention d'une élève présente : les 3<sup>ème</sup> ont déjà trop de travail et ne pourraient s'occuper des 6<sup>ème</sup>. De plus ceux-ci ne sont pas vraiment demandeurs et s'adaptent souvent très vite au collège.

Autres problèmes posés :

- le fait qu'un collège de cette taille ne possède pas un gymnase pour lui seul.
- Le fait que les élèves sont surchargés avec leur matériel.

- Le fait que les locaux ne sont pas suffisamment insonorisés.
- Le fait que les classes de langue sont surchargées selon les parents.

Solutions proposées :

Pourquoi les élèves ne peuvent-ils demeurer dans la même salle et avoir tout leur matériel dans cette salle ?

Pourquoi ne pourrait-on pas fournir deux jeux de livres à chaque élève ?

Pourquoi ne pas réduire les groupes de langue à 15 élèves ?

Là encore les moyens sont mis en cause.

Constat : l'inégalité flagrante entre établissements de maternelle et du primaire de collectivités différentes car ces dernières n'accordent pas la même priorité à l'école. Refus de voir cette inégalité se propager dans les collèges et lycées.

Autre problème soulevé : Celui de l'investissement des parents dans l'enseignement. Comment fédérer les parents autour de l'école ?

Question de la présence d'adultes pouvant améliorer la qualité de vie des élèves :

Problème de l'infirmière qui dans un établissement de cette taille n'est pas à demeure et dont, par conséquent, le rôle de prévention n'est pas assuré.

De plus il faudrait faire intervenir des gens formés pour aborder avec les ados des thèmes tels que le tabac, la drogue, la sexualité, le sida car en classe il n'est pas toujours facile de le faire en étant à l'aise. De plus l'élève fait remarquer qu'il serait préférable de séparer les filles et les garçons pour parler de certains sujets lors d'interventions en dehors des cours.

Solution proposée : instaurer une boîte à idées anonyme.

On remarque aussi que certains problèmes sont abordés depuis des années dans les conseils d'administration et qu'à chaque fois ils reviennent sur la table sans avoir été résolus.

Autre problème : comment impliquer les élèves en difficulté ? En effet on constate que ce sont toujours les élèves qui n'ont aucun problème scolaire qui prennent la parole.

L'Ecole devrait pouvoir ouvrir une perspective à tous les élèves et s'adapter aux élèves et non le contraire.

Les parents suggèrent de créer une commission convivialité qui pourrait organiser des réunions plus fréquentes entre partenaires et hors temps scolaire afin de créer un esprit de groupe.

En dernier lieu est soulevé le problème de la restauration scolaire.

- On évoque alors les problèmes d'attente, de temps et d'hygiène : il n'y a pas moyen de se laver les dents après le repas étant donné qu'il semble impossible de faire défiler tous les élèves à l'infirmier pour qu'ils puissent se les laver.

Cependant on fait remarquer qu'il n'est absolument pas souhaitable, pour des problèmes de coût et d'équilibre alimentaire, de voir la restauration confiée à des entreprises privées qui braderaient la qualité et ce à un coût supérieur comme il se fait dans d'autres établissements du département.

Questions diverses :

- Le retour à l'internat pour améliorer la qualité de vie de certains élèves tout en redéfinissant ce que doit être l'internat et en formant les surveillants.
- Le fait que l'Etat dégage de toutes les filières professionnelles laissées au privé pour une question de coût.
- La nécessité de défendre l'école publique et laïque en dépit de ses imperfections.
- Le problème des budgets attribués aux structures privées.
- Le problème de l'argent utilisé par divers ministres de l'Education Nationale pour éditer des livres alors que cet argent aurait dû être destiné aux élèves.